



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des Affaires Juridiques et
de l'Administration Locale
Bureau de l'Administration Générale
et de l'Utilité Publique

Mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Association Foncière de Remembrement de LANCHERES

ARRETE DU 28 NOV. 2016

Le Préfet du département de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER Préfet du département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 5 novembre 2002 à l'Association Foncière de Remembrement de LANCHERES (80230), pour l'exploitation d'une carrière de craie sur le territoire de la commune de LANCHERES (80230), au lieu-dit « Au Chemin de Vaudricourt », parcelle cadastrée section ZB n°42 concernant la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er janvier 2016 portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 18 novembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 28 juin 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la carrière n'est plus exploitée depuis plus de deux années,
- la mise en sécurité et la remise en état du site n'ont pas été effectuées,

Considérant l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'alinéa suivant : « Cette autorisation cessera de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure. » ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément aux articles R512-39-1 et suivants du code de l'environnement, de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en sécurité du site et de placer l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure l'Association Foncière de Remembrement de LANCHERES (80230) de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 - L'Association Foncière de Remembrement de LANCHERES (80230), exploitant une carrière de craie, sur le territoire de la commune de LANCHERES (80230), au lieu-dit « Au Chemin de Vaudricourt », parcelle cadastrée section ZB n°42, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en notifiant au préfet la mise à l'arrêt définitif des installations visées ci-dessus conformément aux articles R512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

La cessation d'activité doit être effective dans les trois mois, l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 – La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 4 : - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de LANCHERES, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association Foncière de Remembrement de LANCHERES.

Amiens le 28 NOV. 2016

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY

